

Groupe à Gauche Autrement

Le bulletin solitaire

Triste moment que ce deuxième tour de l'élection départementale sur le canton Pantin/Le Pré. Comme il s'est dit là-dessus bien des choses fausses, on vous résume l'affaire.

Episode 1 : pour la première fois sur ces deux villes, de vraies propositions écologistes, sociales et citoyennes sont portées par un rassemblement de citoyens et militants jusqu'alors dispersés. Adhérent à ce projet, à Gauche Autrement s'engage dans la campagne.

Episode 2 : le 22 mars un score de 19 %, derrière le PS à 48, mais devant la droite et le FN ; nous préparons les affiches et les professions de foi pour le second tour ;

Episode 3 : pendant ce temps, un accord de désistement est signé entre les directions du PS, du PCF et de EELV.

Dans chaque canton, le binôme de gauche le mieux placé devra rester le seul dans la course, et ce « pour vaincre la droite et le FN ». Les mouvements citoyens, le Parti de Gauche ou Ensemble ! n'ont pas signé cet accord.

Episode 4 : dans notre canton il n'y a pas de candidat de droite ni FN encore en lice, on voit mal quels problèmes pourraient soulever notre maintien ; mais le candidat PCF renonce à se présenter : notre liste disparaît, il n'y aura qu'un bulletin dans les bureaux de vote le 29 mars.

Episode 5 : victoire des candidats PS, avec 100 % des exprimés... qui eux-mêmes représentent 21 % des inscrits.

Evidemment, dans notre canton, ce second tour aurait pu et dû avoir lieu ; il fallait respecter tous les électeurs en leur laissant un choix, et cela n'aurait rien changé à la composition du Conseil départemental. Alors comment comprendre que les électeurs en aient été privés ? On peut trouver la réponse dans les propos de Claude Bartolone, qui a eu en février cette formule très médiatisée : « En France, il n'y a pas d'avenir à gauche du PS », présentée comme un constat, peut-être un pronostic. Mais au fond on peut voir cela comme un projet : « Il ne faut pas qu'il y ait d'avenir à gauche du Parti socialiste, et nous, PS, nous y travaillons ». À défaut de mener une politique de gauche sociale, écologiste et citoyenne, on barre le passage à ceux qui la défendent.